

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Dans "La Tribune" du 25 septembre 2003

# **L'obligation d'un nouveau syndical**

- Social -

Date de mise en ligne : mercredi 15 octobre 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

HOMMES & IDÉES POINT DE VUE "La Tribune" du 25 septembre 2003

**L'obligation d'un nouveau syndical** par Philippe Bourgallé, secrétaire général de la fédération CGT des secteurs financiers,  
et Jean-Claude Branchereau, secrétaire général de la fédération CFDT des banques et sociétés financières

La réforme des retraites était annoncée comme une étape importante du dialogue social en France et de l'évolution du contrat social. De fait, elle est révélatrice de mouvements de fond à l'oeuvre dans la société. Tout d'abord, elle fait apparaître dans toute sa rigueur la logique libérale. Le choix du gouvernement Raffarin-Fillon est de faire payer principalement les salariés et futurs retraités. Ne pas toucher aux charges des entreprises et au partage de la richesse : tel est le credo libéral. Dès lors il ne reste : plus que l'allongement de la durée de cotisation et que la confirmation de la baisse des pensions déjà engagée, il y a dix ans par Edouard Balladur.

Cette réforme dessine ; en creux la logique qui sera suivie sur l'assurance-maladie. Elle ouvre, le secteur de la protections sociale aux appétits des banques et des assurances qui vont faire de l'épargne retraite et des complémentaires santé leur. nouvel eldorado financier.

Le message du 21 avril 2002 n'était certainement pas d'en appeler à un gouvernement de droite qui fasse passer en force les projets du patronat et intimide le mouvement social. Les attentes sociales sont apparues avec force un an après dans le plus important mouvement social de ce pays depuis trente ans. Ceci doit interpeller tous les acteurs et confère, en même temps, une responsabilité particulière au syndicalisme, que nous entendons assumer.

De fait, la division syndicale a prévalu. Cette division ne s'est pas manifestée à l'occasion d'un reflux du mouvement social mais alors que celui-ci était dans une phase ; ascendante. Du reste, l'annonce par les directions de-la CGC et de la CFDT d'un accord avec le gouvernement n'a pas entamé la mobilisation qui s'est poursuivie -jusqu'en juin sous des formes diverses. L'ampleur des mobilisations et leur longévité n'en sont que plus remarquables. Le mouvement social n'est pas défait. Il peut rebondir et réinvestir tous ses acquis dans les luttes de demain.

Pour autant, les différenciations entre public et privé, le poids des batailles non menées, la difficulté qu'apparaisse une alternative ont continué à peser.

Dessiner des perspectives. Faire ces constats, tirer un bilan de ces derniers mois, c'est permettre de mieux dessiner des perspectives pour l'avenir : sur les retraites complémentaires, l'assurance-maladie et l'emploi. Les Maigre sa force, le mouvement social a rencontré des limites. L'une d'entre elles tient à l'absence de bataille menée de 1993 à aujourd'hui contre la réforme Balladur. C'est sans doute, en partie, ce qui explique les difficultés de mobilisation dans. le privé. L'autre tient à l'absence de projet alternatif crédible. Certes les confédérations syndicales ont dessiné ensemble la trame de ce que pouvait être une réforme, des retraites. La plate-forme commune de janvier était de ce point de vue une avancée. Mais elle a vite trouvé ses limites par le développement de stratégies confédérales différentes, chaque organisation déclinant ses priorités.

### **Malgré sa force, le mouvement social a rencontré ses limites**

Les attaques libérales contre les protections collectives, le refus de réformes basées sur la solidarité et le partage des richesses nécessitent un mouvement syndical plus fort, plus actif, en phase avec les salariés. Un syndicalisme qui permette de répondre à ces défis et capable de construire les rapports de forces nécessaires.

## L'obligation d'un renouveau syndical

---

Cette voie de l'unité, nous la pratiquons régulièrement dans notre profession et continuerons dans ce sens, avec d'autres, en faisant des propositions. sur les retraites professionnelles, les salaires, les conditions de travail. Plus globalement, nous souffrons encore de trop de divisions, d'un éclatement du paysage syndical qui contribue à la faiblesse syndicale en France.

Il faut donc franchir une étape. Ou bien nous serons unis et nous serons plus forts pour faire échec à la déferlante libérales Ou bien c'est la division qui l'emportera et le Medef et ses soutiens gouvernementaux qui gagneront la partie. Dans cette seconde hypothèse, il ne resterait plus qu'à accompagner une régression sociale majeure en France et donc son accélération en Europe.

Nous ne pouvons nous y résoudre. Nous considérons qu'il faut prendre les problèmes auxquels nous sommes confrontés à bras le corps à tous les niveaux des organisations syndicales. Ceci nécessite un pas en avant dans l'unité pour un renouveau syndical. C'est nécessaire dans les branches professionnelles, les entreprises, les localités. Cette démarche n'est possible qu'en préservant l'identité de chacun, les cultures différentes, et en tirant partie de la richesse d'expériences, de débats qui font la diversité syndicale aujourd'hui. Faisons ensemble le pari du renouveau syndical pour préparer les luttes de demain.